



**GRÉGORY SCHNEIDER-MAUNOURY, MEMBRE DE LA SFAF**, responsable de l'analyse ISR d'Inter Expansion. Il a précédemment exercé des fonctions d'analyste en agence de notation extra-financière, en société de bourse et en société de gestion. Il intervient sur l'ISR et le développement durable à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines et à l'IAE de Paris-Sorbonne, ainsi qu'à l'ESCEM Tours. Il a publié plusieurs articles sur l'ISR (notamment dans *Analyse Financière*) et des ouvrages sur le développement durable, dont *La Responsabilité environnementale* (L'Harmattan, 1999) et *Le Développement durable au cœur de l'entreprise* (collectif, Dunod, 2006).

# Les banques respectent-elles les Principes d'Équateur ?

Depuis la mise en place des Principes d'Équateur, le financement des projets d'un montant supérieur à 10 millions d'euros est lié à une analyse des impacts environnementaux et sociaux. Le réseau BankTrack, qui rassemble les ONG travaillant sur la finance privée, étudie le comportement des banques quant à l'application des principes et fait état des projets controversés. Selon Gregory Schneider-Maunoury, de telles données peuvent intéresser l'analyse extra-financière portée par les fonds ISR.

**d**epuis 2003, le financement de projet est encadré par les Principes d'Équateur, par lesquels les banques s'engagent pour tout projet supérieur à 10 millions d'euros à procéder à une analyse des impacts environnementaux et sociaux. Les projets doivent être notés sur la base de critères non financiers et cette notation doit être régulièrement communiquée. L'analyse doit conduire les établissements à renoncer à financer certains projets.

Malgré la signature des Principes par les banques (les dix premières européennes dans cette activité les ont signés), les financements de projets sont toujours l'objet de fortes critiques de la part des ONG. Critiques qui portent tant sur l'application des Principes (manque de transparence pour cause de confidentialité, manque de reporting sur les projets, manque d'interaction avec les ONG, caractère consultatif ou formaliste des notations environnementales et sociales) que sur leur extension à d'autres financements. Par exemple, en janvier 2010, BNP Paribas a renoncé à financer la cen-

**Chaque ONG «traque» «ses» banques dans chaque pays, et BankTrack permet de mutualiser ces travaux, en les rassemblant par projet controversé et par thématique (climat, nucléaire, droits humains, armement...)**

trale nucléaire de Belene (corporate finance), en Bulgarie, notamment après les campagnes d'ONG signalant le caractère sismique du terrain prévu pour le site. En 2009, Société Générale s'est retirée du financement du barrage d'Ilisu (finance-ment export) en Turquie, là encore à la suite d'une campagne internationale d'ONG.

Le réseau BankTrack rassemble toutes les ONG dans le monde qui travaillent sur la finance privée, et principalement sur les banques à capitaux privés. Chaque ONG «traque» ainsi «ses» banques dans chaque pays, et BankTrack permet de mutualiser ces travaux, en les rassemblant par projet controversé et par thématique (climat, nucléaire, droits humains, armement...). Au 12 février 2010, 25 projets sont signalés comme actifs : 15 concernent les dix leaders européens du financement de projet, 4 n'ont pas encore ou plus de banque signalée comme responsable, 4 sont financés par des banques chinoises, 2 par des banques américaines. Les dix banques étudiées sont aussi impliquées dans douze autres projets, plus anciens, encore enregis-

trés car pouvant donner lieu à des développements et financements complémentaires (voir tableau page 12). Ces données peuvent être intéressantes pour l'analyse extra-financière portée par les fonds ISR. À travers l'analyse des résultats, nous pouvons observer dans quelle mesure, au-delà des engagements, les comportements des banques sont clairement différenciés. En comparant les projets actuels et les projets plus anciens, on peut voir si la signature des Principes a modifié leur comportement. Le croisement de ces informations avec des données Thomson Reuters sur les montants des financements de projets en 2009 permet de rapporter ces différences au volume des prêts accordés pour voir si le nombre croissant de contestations n'est qu'une conséquence de l'activité de la banque.

#### LES BANQUES FRANÇAISES EN TÊTE POUR LES CONTROVERSES

Premier constat, parmi ces banques européennes qui ont traité entre 1 et 4 milliards d'euros de prêts en financement de projets sur les neuf premiers mois de 2009, certaines sont beaucoup plus exposées aux contestations. Les banques françaises sont signalées dans le plus grand nombre de cas par BankTrack. Le nombre de controverses impliquant des banques françaises rapporté au chiffre d'affaires est beaucoup plus important que celui de leurs concurrentes européennes. Ce surcroît ne s'explique pas par une répartition géographique particulière. Les banques européennes étudiées sont peu présentes en

**Les critères environnementaux et sociaux permettent une présentation formalisée et consolidée des projets, mais ils ne sont pas encore utilisés pour réestimer le coût d'un projet. Le principal argument est le permis d'exploitation et le risque de réputation dans le pays d'origine du projet.**

Asie, à l'exception de Crédit Agricole et Standard Chartered. À l'opposé, les banques espagnoles engagées sur des montants comparables aux banques françaises sont beaucoup moins concernées par les signalements. HSBC est la plus réactive aux critiques de BankTrack. En conséquence, elle s'est plutôt désengagée du financement de projets dans lequel elle n'est plus leader.

Deuxième constat, les comportements des banques se sont clairement dissociés. Quatre acteurs ont plus de controverses actuelles que dans les cas plus anciens (Société Générale, BNP Paribas, Crédit Agricole, Standard Chartered). Pour les autres, le nombre de controverses diminue. Cette diminution peut s'expliquer, pour Royal Bank of Scotland ou Dexia, par une baisse des volumes traités ; pour les autres banques, elles semblent avoir réduit leur volume de risques.

#### ALLER PLUS AVANT VERS L'ANALYSE FINANCIÈRE

Dans les projets contestés par BankTrack, il y a deux catégories qui ne relèvent pas *stricto sensu* du financement de projets, mais qui illustrent les extensions de la notation environnementale et sociale souhaitées par cette organisation.

- **Le financement des mines anti-personnelles et des bombes à sous-munitions.** Selon le Fonds norvégien du pétrole (Norwegian Government Petroleum Fund), en 2010, quatre entreprises sont considérées comme impliquées dans ces domaines d'activité : Rheinmetall, Textron, Raytheon, Lockheed Martin, Alliant Technology Systems. Seules trois

(Standard Chartered, Royal Bank of Scotland, Dexia) des dix banques analysées n'ont financé aucune de ces entreprises dans les cinq dernières années. BankTrack est particulièrement vigilant vis-à-vis de HSBC. Bien qu'impliqué sur le seul cas Textron, cet établissement reste le principal financeur du groupe.

- **Les sables bitumineux au Canada.** Ces projets sont très consommateurs d'eau et générateurs de pollutions ou de destructions de sols, pour un rendement énergétique faible. Ils demandent des investissements considérables. Les banques anglaises et françaises sont engagées pour des montants significatifs (35 milliards d'euros en 2009, soit des montants supérieurs aux engagements de ces banques dans le financement de projet).

Pour conclure, on peut s'arrêter sur les modalités de discussion des projets. Pour les banques, il s'agit le plus souvent de mieux présenter ces projets (par des mesures d'accompagnement), car, estiment-elles, « ils trouveront un financeur ». Les critères environnementaux et sociaux permettent une présentation formalisée et consolidée des projets, mais ne sont pas encore utilisés pour réestimer le coût d'un projet. Le principal argument est le permis d'exploitation (*license to operate*) et le risque de réputation dans le pays du projet, et surtout dans le pays d'origine. Le chemin est encore long pour que ces critères deviennent de véritables outils d'analyse extra-financière permettant d'intégrer les questions environnementales et sociales dans l'analyse financière d'un projet. ■

## FINANCEMENT DE PROJET ET CONTROVERSES BANKTRACK DES PRINCIPAUX ACTEURS EUROPÉENS

	CRÉDIT AGRICOLE	BNP PARIBAS	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	BANCO SANTANDER	BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA	NATIXIS	STANDARD CHARTERED	ROYAL BANK OF SCOTLAND	DEXIA	UNICREDIT	
Classement mondial de l'activité financement de projet (selon encours de prêts), janv.-sept. 2009	2	3	7	8	11	12	13	18	19	21	
Classement mondial de l'activité financement de projet (selon encours de prêts), janv.-sept. 2008	7	2	9	13	39	17	20	1	6	14	
Nombre de controverses actuelles	8	9	12	2	1	2	6	6	1	1	
Nombre de controverses passées	5	4	3	2	1	3	3	3	2	3	
CONTROVERSES ACTUELLES	Ses Goa (Vedanta, Inde)	X	X	X		X	X	X			
	Theun Hinboun (barrages, Laos)	X	X	X							
	Nam Theun (barrages, Laos)	X	X	X			X				
	Arch Coal (USA)	X	X	X				X			
	Konkola (Vedanta, Zambie)	X	X	X			X				
	Sables bitumineux (Canada)	X	X	X				X			
	Kashagan (gaz-pétrole, Kazakhstan)	X	X	X			X				
	Sakhaline (Shell, Russie)	X	X	X				X	X		
	Nyanghiri, Sesa Goa (Vedanta, Inde)			X				X	X		
	Toka Tindung (Indonésie)			X							
	Kaleyekera (Malawi)			X							
	Mochovce (nucléaire, Slovaquie)			X				X		X	
	Terminal GNL (Papouasie NG)										X
	Madeira (barrage, Brésil)				X						
	Endesa (barrages, Chili)		X		X	X					
CONTROVERSES PASSÉES	BTC (oléoduc, Caucase)	X	X	X		X	X	X	X	X	
	Camisea (pétrole, Pérou)	X	X	X							
	Grassberg (mines, Papouasie)	X	X	X	X		X	X	X	X	
	Botnia (papier, Uruguay)	X									
	Yasuni (pétrole, Equateur)	X			X					X	
	Dynegy (électricité-charbon, USA)		X						X	X	
	Rapu Rapu (cuivre, Pérou)							X			
Sidoarjo (mines, Indonésie)						X					
ARMEMENT	Rheinmetall	X	X							X	
	Raytheon	X	X	X	X						
	Lockheed Martin	X	X								
	Hanwa		X								
	Alliant Technology Systems	X		X							

Source : Inter Expansion, Amis de la Terre, Thomson Reuters.